

PLANÈTE Océans

UNOC : loin de Donald Trump, les dirigeants de la planète font avancer plusieurs dossiers cruciaux sur l'océan

La diplomatie environnementale sort renforcée de cette troisième Conférence des Nations unies sur l'océan. Des « engagements de Nice pour l'océan » ont été présentés vendredi, à l'issue du sommet, et le traité sur la haute mer est en bonne voie d'être ratifié.

Par Léa Sanchez (Nice, envoyée spéciale) et Matthieu

Goar

Publié le 14 juin 2025 à 05h30, modifié le 17 juin 2025 à 11h58 • Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés



Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres (deuxième à gauche), Rodrigo Chaves Robles, président du Costa Rica, et Emmanuel Macron, lors de la session d'ouverture de l'UNOC, à Nice, le 9 juin 2025. UN

Le son des cornes de brume et un simple dossier pour clore cinq jours de discussions entre 175 Etats.

Vendredi 13 juin, dans le vieux port de Nice, les bateaux ont mugé au moment où Olivier Poivre d'Arvor, l'ambassadeur pour les pôles et les océans, a présenté l'un des documents finaux de la troisième Conférence des Nations unies sur l'océan (UNOC), sobrement intitulé les « Engagements de Nice pour l'océan ». Au cœur d'une année dominée par les ambitions prédatrices de Donald Trump, il est associé à une déclaration dans laquelle les Etats « réaffirment » un « engagement ferme en faveur de la conservation et de l'utilisation durable » de l'océan – menacé « par le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution ».

Des principes très généraux qui ne résument pas l'événement. Car, contrairement à certaines Conférences des parties sur le climat (COP), l'UNOC ne devait pas aboutir à un nouvel objectif global. Mais ce sommet a permis d'accélérer des processus multilatéraux en cours et de concrétiser des alliances. Grâce à ce coup de projecteur, le traité sur la haute mer devrait atteindre les 60 ratifications dans les mois à venir, 37 pays se sont alignés pour un moratoire contre l'exploitation des fonds marins et de nombreux Etats ont promis d'augmenter le nombre et la taille de leurs aires marines protégées.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Sans cet élan diplomatique, ces thématiques auraient pu s'enliser ou être balayées par les multiples crises géopolitiques, comme les guerres en Ukraine et dans la bande de Gaza, ou la guerre commerciale menée par l'administration Trump. « A l'heure où le multilatéralisme est mis à mal dans toutes les enceintes, y compris onusiennes, à l'heure où la science est l'objet d'un déni de la part d'un certain nombre de grands Etats, nous avons voulu, à Nice, (...) faire que nous ne puissions plus jamais aller en arrière », s'est réjoui Olivier Poivre d'Arvor, vendredi.

Attachement à la science

Près de cinq mois après l'investiture de Donald Trump, qui a retiré son pays de l'accord de Paris, la réunion de 64 chefs d'Etat et de gouvernement – dont le vice-président chinois et sa délégation de 150 personnes – et de 28 chefs d'organisations internationales sur un sujet tel que l'océan a prouvé que la diplomatie environnementale tenait le choc. Elle survit, notamment grâce à des alliances multiples, fragiles et précieuses, à la portée encore difficile à évaluer. On y retrouve un appel de 96 pays « pour un traité ambitieux sur le plastique », une coalition pour un océan plus silencieux... Un forum mondial des îles a également été organisé : ce multilatéralisme environnemental est vital pour les Etats insulaires, présents en nombre à Nice.

Lire aussi | [UNOC : « Les effets du multilatéralisme environnemental sont déjà là »](#)

« Ce n'est pas parce que les Etats-Unis et la Russie, en particulier, s'illustrent par leur enfermement plus ou moins récent, que toute la planète se trouve paralysée », analyse Pierre Blanc, enseignant-chercheur à Sciences Po Bordeaux et à Bordeaux Sciences Agro, et auteur de *Géopolitique et climat* (Presses de Sciences Po, 2023).

Newsletter

« Chaleur humaine »

Comment faire face au défi climatique ? Chaque semaine, nos meilleurs articles sur le sujet

S'inscrire

Plusieurs chefs d'Etat ont profité de la tribune pour envoyer des messages à Donald Trump, qui ne s'est pas déplacé. Le président de la République française, Emmanuel Macron, a affirmé que « *les abysses* » ou « *l'Antarctique* » n'étaient « *pas à vendre* ». Dès l'ouverture de la conférence, devant une assemblée bondée, le président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, a, lui, dénoncé « *la menace de l'unilatéralisme* ».

A Nice, les délégations sont aussi venues rappeler leur attachement à la science, malmenée par les attaques du président américain. Elles entraînent « *une fragilisation de la recherche mondiale* », tance, auprès du *Monde*, le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, Philippe Baptiste – qui met en avant les projets lancés à la conférence de Nice, à l'instar de Neptune, un programme européen d'exploration.

Lire aussi | [Transition écologique : les deux visages d'Emmanuel Macron](#)

La première réussite de la grand-messe niçoise a un nom, répété partout sur les quais du port de Nice : « *BBNJ* » – l'acronyme anglais de l'accord sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine dans les eaux internationales, qui a été adopté en 2023. Egalement appelé « traité sur la haute mer », ce texte, qui encadrera notamment la création d'aires marines protégées en dehors des zones économiques exclusives des Etats, a besoin de 60 ratifications pour entrer en vigueur. Cinquante Etats ont terminé le processus, dont 19 depuis le début de l'UNOC. Une quinzaine d'autres se sont engagés à les rejoindre d'ici à septembre, ce qui devrait permettre l'organisation d'une première COP sur la haute mer à l'automne 2026 – il reste toutefois de nombreuses choses à construire, notamment les institutions associées au traité. Le travail diplomatique français a largement contribué à une « *accélération* » des ratifications, se félicitent de nombreux observateurs.

Impulsion « scrutée de près »

L'exploitation commerciale des grands fonds marins, un autre sujet brûlant, n'a pas rencontré de mouvement de même ampleur. Seuls quatre Etats ont rejoint la coalition de pays qui, désormais au nombre de 37, réclament un moratoire, une « *pause de précaution* », voire une interdiction de l'exploitation des minerais rares du fond de l'océan – la position française depuis 2022. Le sujet a toutefois occupé bien des discussions en coulisses. La question est brûlante : le président américain a signé, fin avril, un décret enjoignant à son administration d'accélérer la délivrance de permis d'exploitation dans les eaux internationales, faisant fi du multilatéralisme. La régulation de cette vaste partie de l'océan, qui représente 64 % de sa surface, relève en effet de l'Autorité internationale des fonds marins, une instance qui s'est fixé comme objectif de finaliser son code minier en 2025.

Au-delà des discussions entre délégations, « *il y avait une attente pour des engagements* [de la part des Etats] *et, de ce point de vue là, le bilan n'est pas vide* », relève Julien Rochette, directeur du programme Océan à l'Institut du développement durable et des relations internationales. Plusieurs gouvernements ont fait part de la création de nouvelles zones délimitées pour préserver la biodiversité. Il y a une « *bonne direction* », estime Lance Morgan, président du Marine Conservation Institute, qui répertorie ces aires marines protégées. D'après les estimations françaises, les déclarations de ces derniers jours hissent le taux de protection des espaces maritimes mondiaux de 8,4 % à quelque 11 %. Encore loin du compte...

La COP15 biodiversité, à Montréal, en 2022, avait établi l'objectif de protéger 30 % de l'océan d'ici à 2030. Sur ce sujet, les annonces françaises ont été largement décriées par les organisations environnementales, notamment parce qu'elles n'incluent dans l'immédiat que peu de nouvelles restrictions pour le chalutage de fond, une technique de pêche pointée du doigt pour son impact sur les fonds marins. Le Comité national des pêches maritimes et des élevages marins salue, lui, « *l'approche différenciée annoncée à Nice* ».

Restera à surveiller l'effectivité des mesures annoncées et les financements associés, sur cette question des aires marines protégées comme sur les autres paroles fortes prononcées en tribune par les délégations. « *Cette conférence, si elle ne résout pas tout, apporte une impulsion qui devra être*

ensuite suivie et scrutée de près pour garantir ses effets et son impact », résume Pierre Cannet, directeur des politiques publiques de l'organisation ClientEarth. D'autant que, même si Luiz Inacio Lula da Silva a promis que la mobilisation se poursuivrait à la COP30 de Belem au Brésil, la diplomatie environnementale et climatique court le risque de devenir un théâtre où les belles paroles sont noyées dans la compétition entre Etats, intensifiée par Donald Trump.

Lire aussi | [UNOC : la réserve maritime de Cerbère-Banyuls, un modèle pour les autres aires marines](#)

Dix ans après l'accord de Paris et alors que la planète s'apprête à dépasser le seuil de 1,5 °C de réchauffement, la question des énergies fossiles a été peu présente à l'UNOC et, depuis l'investiture de Donald Trump, très peu de pays ont dévoilé leurs contributions déterminées au niveau national (CDN), c'est-à-dire leurs nouveaux plans pour lutter contre le réchauffement climatique. « *Quatre-vingt-dix pour cent des pays ont raté la deadline de février*, regrette Gaïa Febvre, responsable du suivi des politiques internationales au Réseau Action Climat. *Il y a beaucoup de signes qui montrent que la diplomatie climatique tient le choc, mais seule la qualité des CDN nous montrera si les pays veulent avancer malgré les Etats-Unis.* » De Nice à Belem, entre plusieurs guerres et les ambitions d'Etats prédateurs, le chemin chaotique de la diplomatie environnementale s'annonce encore très périlleux.

Léa Sanchez (Nice, envoyée spéciale) et **Matthieu Goar**

Services *Le Monde*

Découvrir

Retrouvez nos derniers hors-séries, livres et Unes du Monde

Mots croisés, sudoku, mots trouvés... Jouez avec nous

Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Voir plus